



Actualité | Opinions

Guerre mondiale, acte IV

Le bloc-notes d'Ivan Rioufol .
 Publié le 21 juillet 2006
 Actualisé le 21 juillet 2006 : 09h29

Seule bonne nouvelle dans le drame que subit le Liban, après Gaza : l'Occident ose enfin nommer les agresseurs. Ils s'appellent Hezbollah et Hamas, et ces organisations nazislamistes ont mis Israël en état de légitime défense. Même le G 8 a admis que les « forces extrémistes » étaient à l'origine des violences. Néanmoins, les dirigeants des grandes puissances n'ont pas osé démasquer l'Iran et la Syrie. Piètre délicatesse. Jusqu'alors, l'Occident bonhomme jugeait que le djihad lancé contre lui s'expliquait par les injustices nées de sa propre hégémonie et singulièrement de l'alliance américano-sioniste. C'est avec cette contrition que le 11 septembre 2001 fut compris par ceux qui refusèrent de voir dans ces attentats l'acte I de la troisième guerre mondiale, soutenue par des mollahs illuminés.

Aussi est-il heureux que l'Europe pacifiste ouvre les yeux et cesse ses sous-entendus sur la responsabilité centrale de l'État hébreu dans le désordre mondial. L'obsession antijuive et anticroisés des fanatiques enturbannés n'autorise plus les excuses de leurs victimes. À l'instar d'Hitler, il faut prendre à la lettre l'Iranien Ahmadinejad, puisant dans le Coran pour appeler à « éliminer » Israël.

Si l'on admet que les ripostes occidentales, en Afghanistan puis en Irak, furent les actes II et III de cette tragédie, c'est l'acte IV qui vient d'être ouvert, sur le dos d'un Liban traumatisé et impuissant, par les ayatollahs poursuivant leur course à l'enrichissement de l'uranium. Faut-il faire un dessin de ce que risquerait d'être le Ve acte ? Une attaque nucléaire sur Tel-Aviv. L'apocalypse.

C'est dans ce contexte qu'il faut juger Tsahal, a priori blâmable de s'en prendre avec une telle virulence au pays du Cèdre, tout en épargnant les vrais soutiens du Hezbollah que sont la Syrie et l'Iran. L'objectif israélien vise à briser et à désarmer un mouvement terroriste ayant pris le Liban en otage et sa population comme bouclier humain. Cette stratégie de libération est légitime.

Aussi, l'accusation de Jacques Chirac, lors de son intervention du 14 juillet, est-elle injuste. « On peut se demander, a-t-il dit, s'il n'y a pas une volonté de détruire le Liban, ses routes, sa communication, son énergie, son aéroport, et pourquoi ? » La France ferait mieux de s'alarmer de la montée en puissance de la barbarie islamiste et de sa volonté d'en découdre avec l'Occident.

Affronter le totalitarisme

Une chose est de nommer les agresseurs. Une autre est de ne pas se tromper d'adversaire. Israël n'est pas en guerre contre le Liban, comme a semblé le dire la France et comme l'assure le premier ministre libanais, Fouad Siniora, qui a reçu, lundi, Dominique de Villepin à Beyrouth. Ce sont la Syrie et l'Iran qui ont déclaré l'assaut et qui se jouent d'un Liban sans armes. Qu'attend la France pour dire cette autre évidence ?

Paris a eu raison d'apporter son soutien aux Libanais qui souffrent et meurent des coups portés au Hezbollah et à son arsenal disséminé. Israël prend d'ailleurs le risque, à poursuivre trop longtemps ses frappes ciblées et à pousser à l'exode des populations, de se couper d'une opinion internationale plutôt compréhensive. Cependant, personne ne s'émeut des civils israéliens de Haïfa, Tibériade, Safed, etc., touchés par les roquettes et missiles made in Iran.

L'heure est trop grave pour renouer avec les ambiguïtés, révélées en 2003 par l'opposition de la France à la destitution de Saddam Hussein. L'actuel chaos irakien, entretenu par ces mêmes sectes mortifères, donne certes raison à la sagesse prônée alors par Jacques Chirac. Mais l'image qu'il donna, d'un pays systématiquement anti-américain et pro-arabe, a pu faire douter de la volonté d'affronter le totalitarisme coranique.

C'est pour éviter l'ultime acte V – la guerre généralisée – que l'Occident, soutenu par les pays musulmans modérés, se doit de resserrer les rangs pour ramener à la raison les maîtres chanteurs iraniens et syriens. Et donner tort, ainsi, à ceux qui estiment déjà inévitable la destruction par la force des sites nucléaires iraniens (lire *L'Iran dans la 3e guerre mondiale*, de Laurent Artur du Plessis, Jean-Cyrille Godefroy).

Conséquences électorales ?

La pression internationale brouillera-t-elle l'ordonnement de la campagne présidentielle ? Le souffle de la guerre dévoile la légèreté de Ségolène Royal, qui n'a pas même osé, samedi en Corse, se prononcer sur la violence insulaire. Sa prudence, proche du désarroi, rehausse les statures d'hommes d'état de Lionel Jospin, qui sut qualifier le Hezbollah de terroriste, ou de Laurent Fabius, par exemple.

Une tension persistante pourrait être, surtout, une aubaine pour Jacques Chirac ou Dominique de Villepin, qui ne furent jamais tant populaires que lorsqu'ils prirent la tête du camp de la paix lors de la crise irakienne. En déclarant, le 14 juillet : « Il faut faire très attention, toutes les initiatives comptent, tous les mots comptent (...) on est au bord du gouffre », le chef de l'État ne s'est-il suggéré en homme bouclier ?

Les positions courageuses de Nicolas Sarkozy, ami déclaré d'Israël et des États-Unis – ami critique, précise-t-il dans *Témoignage* (XO Éditions) – ne sont en revanche pas de celles qui, en 2003, auraient rassuré le sentiment munichois répandu dans les médias et l'opinion. Ce défaitisme a-t-il disparu ? Rien n'est moins sûr.

Facilité

À noter, à la lumière du danger que fait peser l'islam extrémiste sur la paix dans le monde, l'empressement des hommes politiques à ignorer ce sujet dérangeant. Dans son livre programme, Nicolas Sarkozy ne fait pas exception à cette facilité.

irioufol@lefigaro.fr

Prochain bloc-notes : 1er septembre